

# L'EST ET LA CÔTE-NORD

EAU POTABLE

## Solutions ridiculisées

### Transports Canada ne convainc pas les résidents de Sept-Îles

STÉPHANE TREMBLAY  
Collaboration spéciale

■ SEPT-ÎLES — Les solutions prônées par Transports Canada dans le but d'éliminer le problème d'eau potable du secteur des plages à Sept-Îles ont été ridiculisées par les citoyens concernés.

Les résidents des 22 maisons touchées préfèrent continuer de boire de l'eau embouteillée au lieu d'être dotés d'un système à échangeur ionique ou à osmose inversée. Deux technologies, évaluées à 350 000 \$ sur 10 ans, qui permettraient d'adoucir le problème et non de l'effacer complètement soutiennent les principaux intéressés.

« La solution permanente est le raccordement aux services d'aqueduc et d'égout de la municipalité. Un projet de 10 M \$ qui pourrait être absorbé par les trois paliers de gouvernement ainsi que par Transports Canada, qui est à l'origine de cette contamination », déclare Jacques Delagrave, président du comité de citoyens du district de la Rive qui compte 150 résidences.

Des études ont démontré que la présence de nitrate dans l'eau est en partie causée par l'utilisation de l'urée, un produit dont se servait Transports Canada jusqu'en 1996 pour déglacer les pistes et les voies de circulation à l'aéroport de Sept-Îles.

Transports Canada reconnaît sa responsabilité, mais refuse d'acquiescer à la demande des résidents, dont l'eau des puits ne sera pas décontaminée avant sept ans. « Nous trouvons que la somme que nous devrions déboursier est disproportionnée par rapport à ce que nous avons contaminé. Cependant, nous payons, et nous continuerons de le faire, l'eau embouteillée pour tous ceux qui ont dans leurs eaux des concentrations en nitrate supérieures à la norme de 10 mg/l. Et si jamais quelqu'un accepte l'échangeur ionique ou l'osmose inversée, nous défrayerons également la totalité des coûts », a affirmé Louise Alarie, agente en environnement chez Transports Canada.

Certaines personnes sont en colère puisqu'elles ne sont pas dédommagées, étant donné que leur taux de contamination n'excède pas les 10 mg/l.

« Même si l'eau de ma maison a été analysée à 7,5 mg/l, je me sens polluée. Je préfère payer de mes propres po-

ches pour boire de la bonne eau que de risquer d'être malade. C'est inacceptable qu'un citoyen corporatif se décharge de ses devoirs en proposant deux systèmes que je compare à une bicyclette alors qu'avant j'avais une Cadillac », s'est exclamé le propriétaire du 1183, de la Rive, Eugène Lapière.

D'autres n'ont pas été diagnostiqués car ils ne demeurent pas dans la zone dite à risque par Transports Canada. Ils ont demandé à Transports Canada d'élargir son champ d'échantillonnage lors d'une récente soirée d'information tenue à Sept-Îles.

Transports Canada assure que la sécurité des gens est prioritaire. D'ailleurs, une centaine de puits ont été analysés et le seront de nouveau au cours des prochaines semaines.

Sept-Îles estime à 15 M \$ le prolongement de ses infrastructures d'aqueduc et d'égout, déjà rendues dans une certaine portion du secteur des plages. Elle refuse d'aller de l'avant avec ce projet, dont Hydro-Québec pourrait contribuer financièrement via son programme de mise en valeur.

Toutefois, le ministre de l'Environnement du Québec, Paul Bégin, vient d'ordonner à la localité de tenir une étude hydrogéologique détaillée afin de connaître l'étendue de la contamination de la nappe phréatique.

### Tex Lecor à Percé



COLLABORATION SPÉCIALE, NAOMIE BRIAND

Le peintre, chanteur et artiste Tex Lecor sera à Percé jusqu'au 29 juillet, endroit où il a loué un petit local avec son frère afin de s'adonner à la peinture. La ville gaspésienne est un refuge qu'il visite depuis 1956, et il s'enorgueillit de n'avoir manqué que deux saisons au cours de ces 44 dernières années. Son pèlerinage à Percé remonte à l'époque où il étudiait à l'école des Beaux-Arts et qu'il venait réaliser des portraits afin de se faire un peu d'argent de poche. « Percé, pour moi, c'est un regain d'énergie, pour se dépayser de la ville dans laquelle je vis toute l'année, ça me donne l'occasion de rencontrer des gens vrais. » Il a d'ailleurs profité de son séjour pour donner trois spectacles au Petit Théâtre de Percé, dont deux représentations en supplémentaires, étant donné la forte demande. Il se rendra par la suite aux Îles-de-la-Madeleine. N.B.

## Taxi tour guidera les visiteurs dans les rues de Rivière-du-Loup

MARC LAROUCHE  
Collaboration spéciale

RIVIÈRE-DU-LOUP — « Mesdames messieurs bienvenue. Assoyez-vous confortablement, laissez-vous conduire et raconter notre histoire. » C'est un peu le scénario qui attend les visiteurs qui emprunteront le nouveau service Taxi tour de Rivière-du-Loup.

« Nous travaillons sur ce projet depuis deux ans », avoue Jean-Pierre Perron, de Taxi Capitale. Il y a longtemps que l'Office du tourisme et des congrès de Rivière-du-Loup mise sur ses chauffeurs de taxi, qui sont souvent les premiers à accueillir les visiteurs.

Tous les chauffeurs qui proposent le Taxi tour sont accrédités Taxi ambas-

sadeur et ont reçu une formation spéciale.

Le système du Taxi tour est simple et son application est très intéressante.

Assis dans la voiture taxi, les visiteurs n'ont qu'à écouter et regarder. Guidé par la voix enregistrée de la comédienne Michèle Rossignol, le chauffeur promène ses clients dans les rues de Rivière-du-Loup. Grâce à un trajet élaboré à l'avance, les visiteurs admirent les sites alors que M<sup>me</sup> Rossignol en fait l'historique. Des zones tampons ont été insérées, question de feux de circulation, évidemment.

« L'idée est sensationnelle, dit la comédienne. C'est d'autant plus intéres-

sant de vivre le tout dans l'intimité d'une voiture taxi. » Les légendes de Rivière-du-Loup, son histoire, ses points d'intérêt, son patrimoine bâti, tout y passe durant l'agréable visite d'une heure qui se déroule tout en douceur.

**Les visiteurs n'ont qu'à regarder et écouter...**

**Michèle Rossignol**

Présent à l'inauguration, le ministre délégué au Tourisme, Maxime Arsenault, a salué l'initiative.

« Si vous voulez savoir toute la vérité, demandez au chauffeur de taxi, disait-il en riant. Votre projet est très original et ajoutera à une offre très variée déjà offerte dans votre belle région. »

« Vos chauffeurs de taxi ont réussi à faire la preuve qu'avec de petites

idées, on fait de grandes choses », ajoute Daniel Bouchard, du Conseil de concertation et de développement de l'industrie du taxi.

Le signataire de ces lignes a eu l'occasion d'effectuer un mini-tour, assis entre le député bloquiste Paul Crête et l'homme d'affaires Martin Morais.

La balade est agréable et instructive. Elle propose un bon tour d'horizon de la plupart des activités majeures de Rivière-du-Loup.

Le visiteur peut choisir ses attraits et revenir s'y attarder plus tard. La flotte de six voitures de Taxi tour propose le service tout l'été à des petits groupes d'un à quatre personnes. Les départs s'effectuent du bureau d'information touristique situé au coin des rues Saint-Pierre et de l'Hôtel-de-Ville.

MOISIE

## La CSN contredit le maire

STÉPHANE TREMBLAY  
Collaboration spéciale

MOISIE — La CSN nie certaines informations véhiculées par le maire de Moisie, Blondin Beaulieu, au sujet de la grève des neuf employés municipaux de cette localité d'un millier de citoyens, située à une trentaine de kilomètres de Sept-Îles.

Le maire Beaulieu a mentionné que ses employés, en grève depuis bientôt trois mois, exigeaient une augmentation salariale de 33% (pour un salaire horaire moyen de 11,90 \$) uniquement pour la présente année.

Le syndicat répond que la demande salariale qui est sur la table est de 20% pour les trois années de la nouvelle convention. « Je ne sais vraiment pas où il va chercher ces chiffres, mais chose certaine ils sont gonflés », déclare la conseillère syndicale, Josée Dupuis. « Dans le contexte municipal actuel et la situation financière dans laquelle se trouve la municipalité, on ne peut répondre favorablement à la demande des travailleurs. Nos offres monétaires sont équivalentes aux contrats de travail négociés dans le secteur public », réitère le maire Beaulieu.

Le conseil municipal prétend également que la CSN prépare une campagne de maraudage en vue d'une possible fusion entre Sept-Îles et Moisie. Il est surpris du nombre de représentants CSN dans ce conflit, étant donné le peu de travailleurs concernés. « Cette histoire de propagande me fait bien rire. Nous sommes deux représentants CSN et le Conseil central du Nord-Est, organisme auquel le syndicat est affilié, a toujours et apportera toujours un appui inconditionnel aux luttes menées par des travailleuses et travailleurs pour améliorer leur sort », indique Josée Dupuis, qui garde espoir d'en venir à un règlement satisfaisant pour les deux parties durant les prochains jours.

Par ailleurs, le syndicat s'interroge sur les frais encourus par la municipalité pour négocier cette nouvelle convention collective. La CSN estime actuellement ces coûts à 20 000 \$.

Ce conflit persiste depuis le 26 avril. Après quelques rencontres de négociations, certains détails ont été réglés, mais il reste encore une vingtaine de points en litige, principalement au plan des droits individuels et collectifs.

Une nouvelle séance de conciliation est prévue pour aujourd'hui et demain en présence d'un nouveau conciliateur.

2000  
Canada

Québec

Ville de Montréal

Association des architectes paysagistes du Québec

loto-québec

GRUPE FINANCIER BANQUE ROYALE

TVR

La Presse

LE VIEUX-PORT DE MONTRÉAL

Loto-Québec présente

MOSAÏCULTURES INTERNATIONALES MONTRÉAL 2000

Jusqu'au 9 octobre  
Vieux-Port de Montréal  
Parc des Écluses  
au pied de la rue McGill

admission

www.mosaic2000.org

Votez pour le GRAND PRIX DU PUBLIC LOTO-QUÉBEC et vous pourriez vous envoler pour LA FRANCE!\*

Profitez d'un rabais d'un dollar\*\* sur le prix d'entrée du plus grand concours international de sculptures florales MIM 2000 auquel participe 14 pays.

\* Aucun achat requis. Tous les détails sur place. Valeur approximative de 6 000 \$, 18 ans et plus. \*\* Pour profiter de cette offre, achetez un billet à prix courant à Mosaïc Cultures Internationales Montréal 2000 et collez un dollar de rabais sur présentation du coupon ci-contre. Offre valide du 29 juin au 9 octobre 2000. Ne peut être combinée à aucune autre promotion. Limite d'un dollar par personne. Non remboursable.

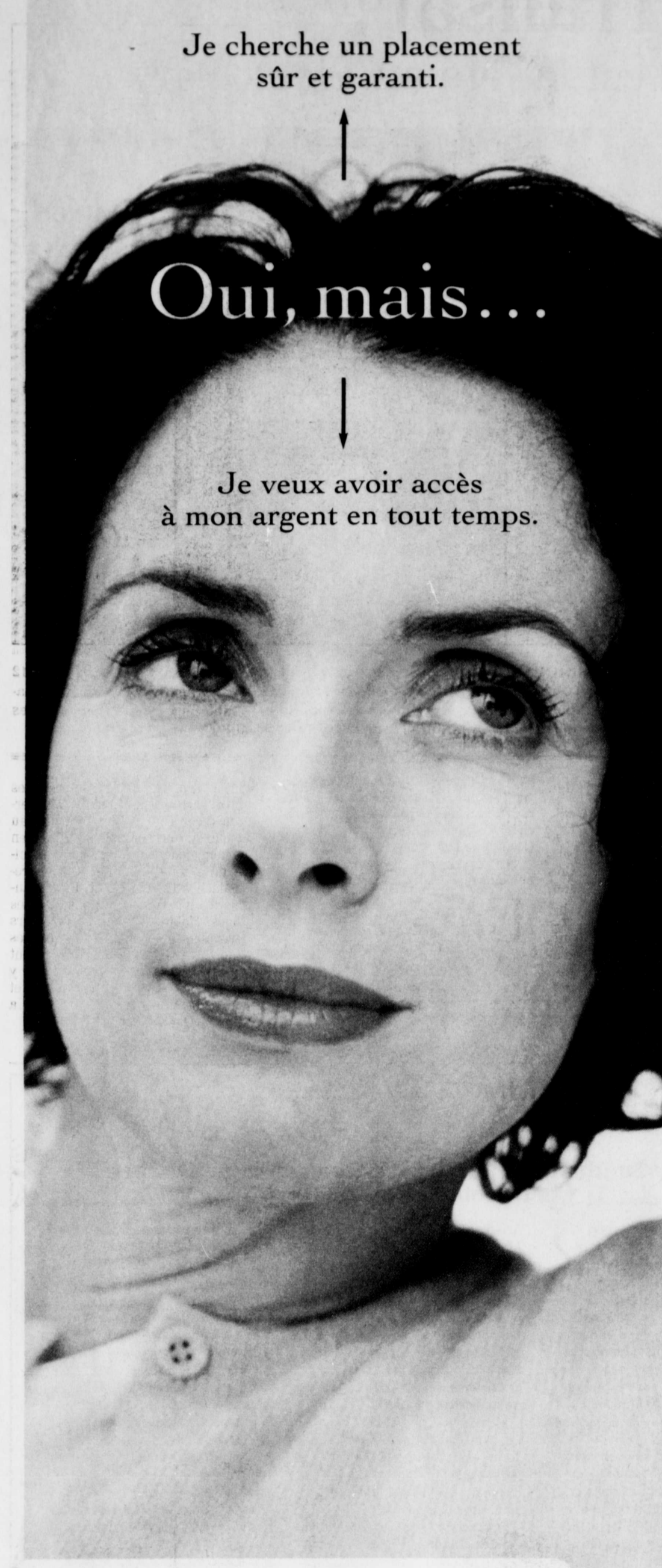
1

\$\*\* de rabais

CITE  
ROCK OFFRTE  
107.3 FM

MOSAÏCULTURES INTERNATIONALES MONTRÉAL 2000

CKAC 730



MA STRATÉGIE DE PLACEMENT BANQUE ROYALE

**CPG**  
Encaissable  
d'un an<sup>mc</sup>

Oui, mais si vos besoins financiers changeaient? Comment équilibrer votre portefeuille devant tant de possibilités de placement? Si vous recherchez un placement qui vous assure un rendement garanti à des taux concurrentiels tout en vous permettant d'accéder instantanément à votre argent, le CPG Encaissable d'un an de la Banque Royale est pour vous. Fini les *oui, mais...* Il suffit d'investir un minimum de 500 \$ encaissable en tout temps, en tout ou en partie, sans pénalité. Vous toucherez des revenus d'intérêt garantis à condition de détenir votre CPG pendant 90 jours ou plus.

Confiez-nous vos *oui, mais...* Composez le 1-800 ROYAL® 9-9 (1 800 769-2599) ou consultez le [www.banqueroyale.com/cpg](http://www.banqueroyale.com/cpg).

**BANQUE ROYALE**

Membre du Groupe Financier Banque Royale  
Coursier Régional officiel de l'Association olympique canadienne depuis 1947

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada. ™ Marque de commerce de la Banque Royale du Canada.  
\* Marque officielle de l'Association olympique canadienne.



COLLABORATION SPÉCIALE, ERNIE WELLS

### Les Chevaliers marquent l'histoire

Les Chevaliers de Colomb de Rimouski, 4<sup>e</sup> Degré Saint-Germain, marquent leur 100<sup>e</sup> anniversaire et le passage au millénaire, en érigeant un monument de 35 418 \$ à l'entrée ouest de la ville. Le Programme des partenariats du millénaire a souscrit 10 035 \$. La balance provient de dons et commandites d'entreprises. Sur l'œuvre *L'Humanité vers l'an 3000*, haute de plus de trois mètres, seront inscrits les noms des ex-fidèles navigateurs des Chevaliers de Colomb, des ex-Régentes des Filles d'Isabelle et des ex-grands Chevaliers de la région. Sur la photo, les Chevaliers et invités sur le site de l'œuvre, Normand Lavoie, Guy Tremblay, le maire suppléant Côme Roy, la députée bloquiste Suzanne Tremblay, sire Blondin Lagacé, Guy-Roger Pineault, Jacques Tardif et Jean-Yves Pouliot. Le monument de granit, qui symbolise un enfant levant ses bras vers sa mère, sera érigé en septembre. E.W.

### RIMOUSKI

#### Prévenue soumise à un examen psychiatrique

Un examen psychiatrique doit déterminer si la femme de 32 ans qui a agressé au couteau un inconnu, mardi après-midi au centre-ville de Rimouski, est apte à subir un procès. Après une brève comparution hier au palais de justice de Rimouski, Johanne Deschênes a été conduite au Centre hospitalier régional de Rimouski (CHRR), où des spécialistes auront à évaluer si elle était consciente au moment de l'agression armée et si elle est apte à comparaître devant la justice. Deux accusations de tentative de meurtre et de vol et recel d'un couteau à légumes, dérobé peu avant l'agression au magasin Rossy, ont été retenues contre la suspecte. Pour des motifs encore inconnus, Johanne Deschênes, de Rimouski, a agressé sa victime en lui assénant un coup de couteau par derrière, le blessant au cou. L'homme s'était arrêté à une station-service de la rue Saint-Germain Ouest, afin de faire vérifier le niveau d'huile de son véhicule avant de partir en vacances. Il demeure toujours sous observation au CHRR. E.W.

### GASPÉ

#### 400 000 \$ pour la lutte contre la pauvreté

Le député de Gaspé, Guy Lelièvre, a annoncé l'octroi de 400 000 \$ à dix organismes de son comté dans le cadre du programme de Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail. Parmi ces organismes, Club de récréation Grand-Pabos

reçoit 132 000 \$, la Coopérative de solidarité Rocher-Percé empoche 93 000 \$ et le Comité de soutien du sanctuaire de Pointe-Navarre 40 000 \$. Cette année, la région Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine dispose d'une enveloppe de 2,1 millions \$, ce qui permettra de créer 350 emplois. N.B.

### ÎLES-DE-LA-MADELEINE

#### 5 M \$ pour les havres de pêches

Des améliorations de 5 millions \$ aux havres de pêche des Îles-de-la-Madeleine seront effectuées au cours des prochaines années. Le ministre des Pêches et Océans, Herb Dhaliwal, en a fait l'annonce hier à l'occasion d'un voyage en Gaspésie, aux Îles et dans les Maritimes. La part du lion, environ 3,5 millions \$, va au port de Grande Entrée qui sera agrandi afin d'éliminer l'actuel encombrement. Le projet sera réalisé sur deux ans. On procédera aussi à l'installation d'équipements à incendie. À l'Étang-du-Nord, des réparations seront faites au brise-lames intérieur qui protège le secteur du quai Fougère. Le ministre a annoncé des travaux de dragage dans les ports de pêche de Grande Entrée, Grosse-Île, Île d'Entrée, Millerand et Pointe Basse, en vue d'assurer aux bateaux de pêche une bathymétrie adéquate dans les bassins et les chenaux. Depuis quelque temps, les Madelinots n'ont jamais vu autant de ministres fédéraux dans l'archipel en si peu de temps. Après le ministre des Finances Paul Martin, ce fut Alfonso Gagliano des Travaux publics, puis Dhaliwal qui sera suivi par Martin Cauchon, responsable du Développement des régions. Comme le disait un homme d'affaires des Îles «autant ramasser la manne quand elle passe».

## Un agresseur sexuel pourrait être déclaré délinquant dangereux

### Première dans le district de Kamouraska

MARC LAROUCHE  
Collaboration spéciale

■ RIVIÈRE-DU-LOUP — Reconnu coupable de viol et d'agression sexuelle, Adrien Bossé de Rivière-Bleue au Témiscouata n'est pas au bout de ses peines. En fait, il pourrait ne jamais y arriver puisque le procureur de la Couronne a l'intention d'émettre une demande visant à le faire déclarer délinquant dangereux. C'est la première fois qu'une telle requête serait faite dans toute l'histoire du district judiciaire de Kamouraska.

Les représentations sur sentence à l'issue du long procès de l'homme de 52 ans, ont donc encore été remises. C'est d'ailleurs à cette occasion que le procureur de la Couronne, M<sup>r</sup> Mario Pelletier, a demandé un report, afin de vérifier la possibilité de faire une demande de renvoi, invoquant une nouvelle donnée contenue dans le rapport d'évaluation psychologique d'Adrien Bossé.

Le rapport d'évaluation psychologique qui trace la personnalité de l'individu, demeure confidentiel. Il est donc impossible de connaître les raisons qui ont motivé M<sup>r</sup> Pelletier à vouloir présenter cette requête.

« Une telle demande ne s'est encore jamais faite dans notre district. Si elle est acceptée, mon client devra subir une évaluation psychiatrique, précise l'avocate de la défense, M<sup>me</sup> Sylvie D'Amours. »

La démarche est longue et complexe et le juge n'est pas tenu d'accepter automatiquement

la demande. La Couronne doit faire la preuve que l'individu est un délinquant dangereux selon plusieurs critères. De plus, l'autorisation du sous-ministre associé aux affaires criminelles, qui représente le procureur général, est obligatoire.

Le Code criminel stipule que le tribunal peut déclarer un individu délinquant dangereux s'il est convaincu que l'infraction commise constitue des sévices graves à la personne et que son auteur est un danger pour la vie, la sécurité ou le bien-être des gens.

Il doit aussi être prouvé que par la répétition des agressions, l'individu est incapable de contrôler ses actes et démontre une indifférence marquée des conséquences de ses agissements.

Les circonstances de la perpétration de l'infraction doivent être d'une nature si brutale que la Cour ne pourrait s'empêcher de conclure qu'il y a peu de chance pour que ce comportement soit inhibé par les normes ordinaires de restriction du comportement. « La conduite antérieure de l'individu dans le domaine sexuel, y compris lors de la perpétration de l'infraction, doit démontrer son incapacité à contrôler ses impulsions sexuelles », dit en substance le paragraphe B de l'article 753,1 du Code criminel.

M<sup>r</sup> Pelletier a jusqu'au 12 septembre pour savoir s'il présente ou non la demande de renvoi. Si tel est le cas et que le juge l'accepte, une nouvelle date de comparution sera fixée à la suite des évaluations requises.

Au terme de l'exercice, si la Couronne réussit à faire déclarer Adrien Bossé délinquant dangereux, ce dernier, déjà en détention préventive depuis 17 mois, reprendra le chemin des cellules pour une période indéterminée.



Adrien Bossé

## LE MONDE

## Sommet dans une phase critique

Arafat intraitable sur Jérusalem, Barak menace de rentrer chez lui

■ THURMONT, États-Unis (AFP, AP) — Les négociations de paix israélo-palestiniennes de Camp David traversaient, hier soir, une phase critique sans qu'un accord ne soit en vue, malgré les efforts de dernière heure de Bill Clinton.

« Des discussions très intensives se sont déroulées au cours des dernières 24 heures (...) Nous avons travaillé très dur pour trouver la voie d'un accord. Mais jusqu'à présent nous n'y sommes pas parvenus », a déclaré, hier soir, le porte-parole de la Maison-Blanche Joe Lockhart.

« La priorité du président est de continuer à explorer toutes les voies possibles d'un accord (...) et il continuera jusqu'au moment où il décide qu'il n'y a pas moyen d'y parvenir », a-t-il poursuivi.

Durant la journée, M. Clinton a eu des entretiens séparés avec MM. Barak et Arafat, qu'il a complétés dans l'après-midi par un nouvel entretien, au téléphone cette fois, avec M. Barak avant de rencontrer, en fin d'après-midi, M. Arafat, a précisé M. Lockhart.

## 24 H DE PLUS POUR CLINTON

Le président américain a également téléphoné à quatre dirigeants du Moyen-Orient pour les informer du déroulement du sommet, a ajouté le porte-parole. Il s'est refusé à identifier ces interlocuteurs.

Tard mardi, M. Clinton avait décidé de retarder de 24 heures son départ pour le sommet du G8 au Japon afin de donner à MM. Barak et Arafat 24 heures de plus pour tenter de s'entendre sur les quatre grands dossiers d'un règlement de paix final : frontières palestiniennes, le statut de Jérusalem, l'avenir des réfugiés palestiniens et le sort des colonies de peuplement israéliennes.

Le porte-parole de la Maison-Blanche a exclu tout nouveau report du départ de M. Clinton pour le Japon, « ce

qui veut dire qu'il partira demain (ce matin), très tôt », a-t-il dit. Le président devait faire une déclaration à la Maison-Blanche sur les résultats du sommet avant son départ.

Selon des sources israéliennes, M. Barak devrait également s'adresser à la presse, avant de s'envoler pour Israël.

## DÉPART DE BARAK

La dernière journée du sommet, hier, s'était ouverte sur une crise majeure, la délégation israélienne ayant fait savoir que M. Barak menaçait de plier bagage en rejetant la responsabilité d'un échec du sommet sur l'intransigeance de M. Arafat.

Selon une source officielle israélienne, le premier ministre israélien Ehud Barak a adressé une lettre au président Bill Clinton regrettant le refus des Palestiniens de prendre une décision historique pour faire la paix avec Israël.

Un porte-parole de la Maison-Blanche a confirmé l'existence de cette lettre sans toutefois en livrer le contenu.

Selon cette même source israélienne, Barak a « fait part de sa tristesse d'être arrivé à la conclusion que la partie palestinienne ne négocie pas en toute bonne foi et ne veut pas négocier de façon sérieuse et substantielle une paix permanente entre nous ».

Dans cette lettre, destinée selon la même source plus à l'opinion publique israélienne qu'à Bill Clinton, Barak s'inquiète de ce qu'un échec du sommet débouche sur un débordement de violence contre des Israéliens, dont la direction palestinienne devra assumer la responsabilité.



Une telle rencontre à trois comme mardi soir n'a pu avoir lieu, hier, entre MM. Ehud Barak, Bill Clinton et Yasser Arafat.

« Bien sûr qu'il y a une crise », a confirmé Mahmoud Abbas (Abou Mazen), l'un des principaux négociateurs palestiniens. Artisan des premiers accords avec Israël signés à Oslo, en 1993, il a quitté Camp David, hier, pour regagner les territoires palestiniens afin d'assister au mariage de son fils en Cisjordanie.

## FERMETÉ PALESTINIENNE

À Gaza, le porte-parole du président Yasser Arafat, Tayeb Abdelrahim, a affirmé que les Palestiniens étaient prêts à un échange de territoires avec Israël dans le cadre d'un accord de

paix. Il a cependant ajouté qu'un tel échange « devrait porter sur de petites portions de territoires et être basé sur le principe de la réciprocité ».

Hassan Abdel Rahman, l'envoyé de l'Organisation de libération de la Palestine à Washington, a déclaré, de son côté, que les Palestiniens s'étaient rendus à Camp David pour signer une paix juste et durable. « Cette paix ne doit pas reposer sur un rapport de forces, mais sur un rapport d'intérêts », a-t-il dit.

« Il ne peut pas y avoir d'accord sans une souveraineté palestinienne totale sur Jérusalem-est », a-t-il poursuivi.

Tayeb Abdel Rahim, proche conseiller de Yasser Arafat, qui serait fréquemment en contact avec Yasser Arafat, a de son côté affirmé à la télévision palestinienne que rien n'avait donné lieu à un accord au cours des huit jours de négociations, pas même les questions secondaires. « Aucun dossier n'a été fermé », a souligné Tayeb Abdel Rahim.

En Cisjordanie, des Palestiniens se sont rassemblés dans la ville de Ramallah, brandissant des banderoles et des drapeaux palestiniens. « Pas de paix sans Jérusalem », criaient certains. « Le retour des réfugiés ! ».

## Le Brésil freine sa nappe de pétrole

■ RIO DE JANEIRO (AFP, AP) — L'installation de plusieurs barrages flottants sur le fleuve Iguazu et ses affluents a permis de contenir l'avancée d'une nappe de pétrole de quatre millions de litres échappés dimanche d'un oléoduc de la société Petrobras, ont annoncé les autorités de l'État du Parana, dans le Sud du Brésil.

Le gouverneur du Parana, Jaime Lerner, après avoir survolé la région en hélicoptère a affirmé que le pétrole a pu être contenu et que les techniciens de la firme Petrobras, responsable de l'accident, s'efforçaient à présent de pomper le brut.

« La nappe de pétrole sera entièrement ou presque entièrement stoppée à la hauteur du barrage (flottant) numéro 6, près de la ville de Balsa Nova », à 43 km en aval du lieu de l'accident, a déclaré le gouverneur.

« Il s'agit maintenant de nettoyer les berges des fleuves touchés, ce qui demandera un travail intense pendant plusieurs mois », selon lui. Il a annoncé qu'il allait porter plainte contre Petrobras.

La raffinerie Getulio Vargas, à Araucaria, avait auparavant publié un bref communiqué annonçant que 80 % du pétrole avait pu être contenu.

Le responsable de l'Environnement au sein de l'entreprise Petrobras, Irani Varella a cependant indiqué que de nouveaux barrages seraient installés à 96 et 150 km en aval de l'accident pour tenter de contrôler le pétrole.

L'Institut de l'environnement du Parana (IAP-gouvernemental) a annoncé, de son côté, que jusqu'à présent

300 000 litres de brut avaient été pompés. Le directeur de l'IAP, José Antonio Andreueto, a indiqué qu'il envisageait de se joindre au gouverneur de l'État du Parana pour engager une action en justice contre Petrobras.

LIBAMA, l'organe fédéral de protection de l'environnement a interdit la pêche, pour une durée indéterminée, sur les 800 km du fleuve Iguazu. Les enfants sont également tenus éloignés du cours d'eau.

LIBAMA coordonne les travaux de sauvetage des animaux contaminés et se charge d'analyser et d'évaluer les dégâts causés à l'environnement, avec des pompiers, étudiants de l'Université du Parana et d'une vingtaine d'organisations non gouvernementales.

Selon les autorités locales, tout risque de pollution dans les systèmes d'approvisionnement en eau potable de la principale ville de la région, União da Vitória (70 000 habitants, à 300 km de l'accident) est écarté.

L'accident s'est produit dans la nuit de dimanche à lundi, à la suite de la rupture d'un oléoduc de la raffinerie. Une énorme masse visqueuse de quatre millions de litres de brut s'est déversée dans le Barigui, affluent du fleuve Iguazu.

## Soldats, punks, chameaux et bombe ... pour les 100 ans de la reine mère

■ LONDRES (AFP, AP) — Régiments de cavalerie ou chameaux, punks ou danseurs de charleston, un siècle d'histoire britannique a défilé à Londres, hier, pour fêter les 100 ans d'une reine mère radieuse, lors d'une parade haute en couleur à peine assombrie par la découverte d'une bombe le matin même dans le métro londonien.

Rames détournées, stations fermées, trafic interrompu: une série d'alertes à la bombe dans le métro londonien a, en effet, plongé la ville dans le chaos. Dans l'une des stations, la police a fait sauter un colis suspect qui contenait effectivement une bombe, oeuvre attribuée à des dissidents nord-irlandais afin de troubler la fête royale.

Sous un soleil quelque peu voilé, la reine mère est tout de même arrivée en carrosse, avec à son côté son petit-fils préféré, le prince Charles. Tout de rose vêtue, coiffée d'un inévitable chapeau à voilette, la royale centenaire — elle fêtera ses 100 ans le 4 août — a pris place dans la tribune d'honneur installée au centre de l'esplanade rectangulaire des Horse Guards, non loin du palais de Buckingham, entourée de quelque 12 000 invités.

Seule absence notoire, celle de sa fille aînée, la reine Elizabeth qui, officiellement, ne souhaitait pas faire de

l'ombre à sa mère.

Le traditionnel *God Save the Queen* allait donner le coup d'envoi officiel d'une heure et demie de parades bigarrées, parfois kitsch, alternant les ambiances de défilés militaires, de carnaval, voire de kermesse.

Passant outre les conseils de ses médecins, la reine mère a tenu à rester debout, visiblement ravie, alors que défilaient plusieurs régiments royaux.

L'impeccable ordonnancement militaire allait rapidement laisser la place à un défilé beaucoup moins solennel, censé retracer les grandes étapes d'un siècle que l'exceptionnelle longévité de la reine mère lui aura permis d'épouser. Comme les danseurs de charleston, les ambulances de la Deuxième Guerre mondiale ou la première Austin « mini » construite dans les années 60.

La vieille dame a pu voir de près — sans doute pour la première fois de sa

vie — des punks et des Hell's Angels sur leur Harley-Davidson, ou des James Bond girls.

Les films ou séries télévisées qui ont jalonné la vie de la reine étaient également représentés, notamment des personnages pour enfants.

Les animaux allaient être les vedettes de la dernière partie du défilé, celui de bénévoles des quelque 300 associations caritatives parrainées par la doyenne des Windsor.

Emmené par deux des corgies de la reine — ses chiens préférés — le défilé hétéroclite a vu passer le club des défenseurs de la volaille, avec quelques exemplaires vivants, celui des défenseurs des bigorneaux (mais ces coquillages ont finalement été dispensés de défilé en raison de leur odeur puissante), un taureau, six chameaux, de nombreux chevaux, l'une des passions de la « Queen Mum ».

Alors que la foule entonnait un retentissant « Happy Birthday », un million de pétales de rose s'éparpillaient sur la place des Horse Guards, avant qu'une carte de vœux elle aussi géante, signée par les 7000 participants du spectacle, ne soit remise à la reine du jour.

## La question corse divise Paris

■ PARIS (d'après AFP) — La question de l'octroi d'un pouvoir législatif à la Corse menace de semer la zizanie au sein du gouvernement français à la veille d'une nouvelle rencontre, aujourd'hui, entre des ministres et des élus corses pour discuter du statut d'une île où le terrorisme sévit depuis des années.

Une mise en garde lancée au premier ministre Lionel Jospin par son ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a été relayée, hier, par plusieurs responsables politiques de gauche comme de droite, inquiets d'un éventuel transfert de pouvoir législatif à la Corse.

Hier matin, le ministre de l'Agriculture Jean Glavany a affirmé que les « préoccupations » de M. Chevènement étaient « partagées par tous les ministres », et même « par Lionel Jospin ».

Un « républicain digne de ce nom » ne peut « envisager de gâter de cœur » un transfert de pouvoir législatif à la Corse, a déclaré M. Glavany à la radio Europe 1, quelques heures avant une réunion de ministres sur le sujet.

M. Glavany s'est également déclaré « quasiment certain » qu'un projet de réforme constitutionnelle, nécessaire à tout transfert de pouvoir législatif, échouerait s'il était soumis au parlement ou à un référendum.

Ce partage du pouvoir législatif est réclamé par une large majorité des élus de l'assemblée territoriale corse qui représente ses 260 000 habitants.

La violence terroriste sévit en Corse depuis 1975, époque où est apparu le Front de libération nationale corse, le mouvement nationaliste le plus important. Depuis, l'île méditerranéenne a connu des assassinats d'agents de l'État et des milliers d'attentats visant des bâtiments administratifs et des installations touristiques.

Après l'assassinat du préfet de Corse Claude Erignac, en février 1998, la violence s'est calmée tandis que les groupuscules nationalistes amorçaient un rapprochement politique.

Des négociations sur l'avenir de l'île ont été engagées entre le gouvernement et les élus corses, en décembre dernier, à un moment où les groupes nationalistes annonçaient une trêve dans les attentats.

Début juillet, le gouvernement avait proposé aux élus corses de leur accorder « un pouvoir législatif partagé et encadré à titre expérimental ».

La Corse fait partie intégrante de la France, mais elle bénéficie, depuis neuf ans, d'un statut différent et d'une autonomie plus large que les autres régions de l'Hexagone. Parmi les nationalistes, certains souhaiteraient une décentralisation encore plus marquée, d'autres un statut autonome semblable à celui de la Polynésie ou de la Nouvelle-Calédonie et pour une infime minorité, l'indépendance.

